

dépôt le 19/01/23
radio-zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE
INFO

L'IRE des chênaies

N°943 - 19 janvier 2023

Mandat d'arrêt international et nouvelle audience pour Pinar Selek

Le 16 janvier 2023

Le 21 juin 2022, l'agence de presse publique turque a annoncé l'annulation par la Cour Suprême de Turquie du quatrième acquittement de Pinar Selek, prononcé le 19 décembre 2014 par le Tribunal criminel d'Istanbul. Auparavant, Pinar Selek avait effectivement comparu au cours de trois procédures criminelles, qui ont toutes constaté son innocence, au long des 25 années de persécution politico-judiciaire qu'elle continue à subir. Après l'avoir emprisonnée et torturée pour ses recher-

ches sociologiques sur les Kurdes, le pouvoir turc a décidé de faire d'elle une «terroriste» en fabriquant de toutes pièces les éléments voulus pour démontrer contre toute évidence la survenance d'un attentat, alors que tout a établi que l'explosion du Marché aux épices d'Istanbul de 1998 a été provoquée accidentellement.

Six mois après l'annonce par voie de presse de l'annulation de l'acquiescement, la décision de la Cour Suprême a été enfin notifiée aux avocat.es de Pinar Selek, ce 6 janvier 2023, par la Cour d'Assise d'Istanbul. Ces six mois d'attente insupportable et de nouvelle torture psychologique pour Pinar Selek se soldent par une parodie de justice. Pinar Selek fait l'objet d'une mesure de mandat d'arrêt international demandant son emprisonnement immédiat. Cette décision est prise par le Tribunal Criminel d'Istanbul avant même que les juges de cette juridiction ne se soient prononcés lors d'une première audience, fixée au 31 mars 2023.

De telles mesures, ubuesques du point de vue du droit et particulièrement graves par leurs portées et leurs conséquences sur Pinar Selek, sont prises dans un contexte de restriction des libertés et de multiplication des violences par le pouvoir turc contre l'ensemble des minorités et des opposants politiques, en particulier contre les Kurdes, que ce soit en Turquie ou dans d'autres pays. Les élections provinciales en Turquie sont propices à toutes les diversions politiques et à toutes les manipulations.

Les collectifs de solidarité avec Pinar Selek refusent que l'écrivaine et sociologue soit une fois de plus l'otage d'une politique inique qui se traduit par une véritable farce judiciaire. Ils refusent également qu'elle soit la victime collatérale de la politique de complaisance des pays européens à l'égard du régime autoritaire et liberticide qui sévit en Turquie. Ils demandent à tout.es les parlementaires et responsables politiques qui ont témoigné ces derniers mois leur soutien à Pinar Selek, d'agir énergiquement auprès du gouvernement afin qu'il lui apporte concrètement toute la sécurité et la protection que l'État français doit à l'une de ses compatriotes. La nationalité française de Pinar Selek ne suffit pas à la protéger. Forts du soutien de très nombreuses personnalités de la recherche et du monde intellectuel et de la culture, les collectifs de solidarité avec Pinar Selek renouvellent au Président de la République leur demande de soutien ferme et inconditionnel ainsi qu'une protestation officielle auprès du pouvoir turc.

Ils appellent enfin les ami.es de Pinar Selek, les artistes, les universitaires et les militant.es à redoubler d'efforts, à étendre leurs mobilisations en soutien à toutes les victimes du pouvoir turc et à préparer des délégations nombreuses pour se rendre à Istanbul le 31 mars prochain pour exiger la vérité et la justice pour Pinar Selek!

Coordination européenne des collectifs de solidarité avec
Pinar Selek

Une lettre de Pinar Selek

Chères amies et chers amis, Je viens de lire la décision de la Cour suprême qui me condamne non seulement à la prison à vie mais aussi à une persécution sans fin. C'est une fausse décision qui s'appuie sur de faux arguments et des preuves falsifiées. Ce procès continue depuis 25 ans. La moitié de ma vie. Et je sais qu'il est un des indicateurs du mal organisé qui est enraciné en Turquie depuis bien plus longtemps. Il reflète à la fois la continuité du régime autoritaire en Turquie et les configurations des dispositifs représ-

sifs. Ce jugement inique fondé sur des documents falsifiés n'est qu'une pièce des sombres dispositifs mis en place avant les élections. Quelques jours avant les assassinats des Kurdes à Paris, j'ai écrit ceci sur Mediapart: «L'année 2023 est prévisible. A l'occasion des échéances électorales, on verra de nouvelles explosions ou des attentats organisés par les «invisibles». Les enquêtes n'aboutiront jamais, comme le complot dont je suis victime». J'y ai expliqué comment en Turquie le gouvernement en difficulté déchaîne sa violence par une stratégie de chaos et de tension qui se nourrit au sombre répertoire politique du pays. Je suis un petit point dans le grand tableau de la résistance, qui se paye au prix fort. Jusqu'à aujourd'hui, j'ai résisté pour ne pas me soumettre à la domination, mais aussi, face à la répression, pour continuer à créer, à travailler sur des questions de recherche, à réfléchir profondément, de façon structurée et aussi à agir et à vivre comme une fourmi zinzine. Je vous le promets, je ne lâcherai rien. Je vous embrasse,

Pinar

Violences à la frontière dans le Briançonnais à l'automne 2022 : Contre les frontières et leur monde

7 mai 2018 : Blessing Matthew,

18 mai 2018 : Marnadi Conde,

25 mai 2018 : Mohamed Fofana,

15 novembre 2018 : Douala Gakou,

6 février 2019 : Tamimou Derman,

7 septembre 2019 : Mohamed Ali Bouhamdi,

21 juin 2021 : Mohamed Mahayedin,

3 janvier 2022 : Zakaria.

Voici la liste déjà trop longue des hommes et des femmes décédées ou disparues dans le Briançonnais alors qu'ils tentaient de se rendre en France. Ils sont mortes en subissant les chasses à l'homme menées jour et nuit par la Police aux frontières (PAF), la Gendarmerie nationale et les militaires de l'opération Sentinelle, traquant et refoulant des personnes, parfois des familles entières, venues demander l'asile (ou non) en Europe.

Ces violences envers les exilé.es n'ont pas faibli depuis l'automne dernier:

Le jeudi 1 septembre 2022, un homme a été tabassé par des policier.es français.es dans le poste de la PAF. Il a dû être transporté à l'hôpital de Susa, en Italie.

Le vendredi 9 septembre 2022, un groupe de personnes migrantes racontent que l'un de leurs amis a été victime de violences policières considérables alors qu'il tentait de traverser la frontière entre Clavière et Montgenèvre. Les policier.es français.es ont vu la personne dans la forêt proche de la frontière. L'homme a tenté de s'enfuir mais il a violemment été stoppé par la police, qui l'ont tabassé et lui ont fracassé la tête contre un arbre. Ensuite, il a été amené au commissariat et repoussé en Italie.

Le lundi 12 septembre 2022, un exilé qui tentait d'aller en France par le train a été arrêté suite à un contrôle au faciès par la police française et amené au commissariat de Modane. La police a vérifié son identité et a détruit son télépho-

ne en l'explosant sur la table juste devant ses yeux. Puis il a été ramené en Italie.

Le jeudi 29 septembre 2022, une famille est interpellée dans la montagne par les policier.es. Suite à une crise d'angoisse de la mère de famille à son arrivée dans les locaux de la PAF, celle-ci est amenée à l'hôpital de Briançon tandis que son mari et son fils restent bloqués au poste par les agent.es de la PAF, dans le but de les refouler en Italie.

Dans la nuit du 19 au 20 novembre 2022, un jeune homme qui tentait de traverser la frontière a été pourchassé par les policier.es. Il a chuté, a perdu connaissance et a été hospitalisé d'urgence à l'hôpital de Briançon.

Ces morts, ces violences sont la conséquence des frontières et de leur militarisation. Ces frontières, centrales dans les processus séculaires de construction des États nations modernes, ont toujours servi à ségréguer les peuples, à organiser leurs mouvements et celui des biens échangés. Elles sont également un élément clé de ce gigantesque échiquier servant les intérêts des États occidentaux, leur interventionnisme, la spoliation organisée des richesses des pays du Sud, le saccage des cultures et des écosystèmes de ces territoires.

Aujourd'hui, dans le Briançonnais, les frontières sont l'incarnation matérielle de politiques migratoires nationales et européennes théorisées et mises en place par des états racistes et criminels qui s'octroient le droit de «gérer des flux de population» tandis que les marchandises, ainsi que certaines personnes, sont libres d'aller et venir librement.

À l'heure où l'Europe tout entière prend un tournant fasciste, les frontières incarnent un racisme d'État usant de tous les moyens (et en premier lieu le moyen militaire et économique¹) pour discriminer, stigmatiser, marginaliser, invisibiliser, assassiner des personnes jugées indésirables selon des critères racialisants (possession des «bons» papiers, couleur de peau, région d'origine, accent, religion, prénom/nom de famille...).

Dans le Briançonnais, les effectifs de flics n'ont cessés d'augmenter depuis le rétablissement des contrôles aux frontières en 2015². Cette augmentation -outre le fait qu'elle participe d'une mise en scène répressive qui donne du baume au cœur à nos fachos nationaux- n'a absolument aucune incidence sur le nombre de personnes qui arrivent en France. Cela ne fait que pousser celles-ci à prendre toujours plus de risques, à monter toujours plus haut en montagne, à sortir des sentiers battus, à risquer leur vie en passant des heures et des heures dans le froid extrême.

Et tout cela à quel prix?

Au prix des trop nombreuses engelures, fractures, hypothermies, chutes, traumatismes, courses poursuites, guet-apens, séparations de familles... qui continuent de se produire. Et, répétons-le, au prix des 10 mort.es connus.es.

Cela a suffisamment duré, rejetons ces politiques, les mers et les montagnes qui nous entourent sont des cimetières depuis trop longtemps déjà.

Nous nous battons contre elles car nous exigeons la libre circulation et installation de toute personne qui le souhaite.

Que brûlent les frontières, et celles et ceux qui les gardent.

Des solidaires

1. Il n'est qu'à voir les sommes astronomiques allouées à Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes financée par l'Union Européenne. Pour l'année 2022, le budget alloué à Frontex était de 800 millions d'euros.

2. Il y a aujourd'hui près de 300 policier.es et gendarmes autour de Briançon (2 escadrons de gendarmerie soit 140 gendarmes, 50 agent.es de la PAF (Police de l'Air et des Frontières), 30 militaires des forces sentinelles, et les gendarmes locaux)

Pourquoi les médias s'intéressent-ils à la guerre en Ukraine mais pas aux conflits au Yémen et en Éthiopie ?

Il n'y a pas que l'Ukraine. Le conflit au Yémen dure depuis 2015. En Éthiopie, une guerre civile fait rage depuis 2020. Pourquoi en parle-t-on beaucoup moins dans les médias? Réponse de Quentin Müller, grand reporter spécialiste du Yémen.

Techniquement, des pays comme le Yémen et l'Éthiopie sont beaucoup plus difficiles d'accès, et donc à couvrir pour les journalistes. Et tout le monde ne situe pas l'Éthiopie sur une carte.

Les médias parlent en général peu d'international, car les audiences et les ventes sont moindres sur ces sujets. Qui dit peu d'international dit qu'on va produire en priorité des reportages sur des pays qui «comptent» plus pour les audiences. C'est-à-dire surtout des sujets sur les États-Unis, la Russie, les puissances européennes, à la rigueur le Liban.

Plus on s'éloigne de ces références médiatiques françaises, plus c'est dur de se voir commander un reportage sur l'étranger. Ces contenus sont plus rares, car coûteux et vus par les médias comme peu vecteurs d'abonnements et d'audiences. Ce qui explique que le conflit éthiopien soit peu couvert.

Il faut aussi savoir que les trois chaînes d'infos continues les plus célèbres, LCI, CNews, et BFMTV, ont délibérément et quasiment cessé de faire de l'international. Elles couvrent l'Ukraine uniquement parce que cela angoisse, à juste titre, les Français dans leur quotidien, et c'est donc susceptible de faire de l'audience.

Un manque intérêt du public pour l'actualité internationale

France24 et RFI réalisent de leur côté des reportages sur les guerres qui nous paraissent lointaines, comme en Éthiopie et au Yémen. Mais encore faut-il regarder et écouter ces médias et surtout s'intéresser à l'actualité internationale qui est souvent anxiogène. Il y a un vrai problème d'intérêt du grand public pour l'actualité internationale.

Une autre donnée entre également en ligne de compte. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est assez simple à lire pour qui n'aurait pas de notions en géopolitique. Une guerre civile, comme c'est le cas pour l'Éthiopie, suppose en revanche une connaissance ou un intérêt pour le pays ou la région pour en saisir les enjeux.

Les médias ont un besoin de manichéisme pour accrocher l'attention. Dans une guerre civile, c'est beaucoup plus compliqué

Une guerre civile est plus difficile à comprendre, car elle suppose des complexités de lecture intérieure au pays. Les médias ont alors peur de perdre leur lectorat. Nous, reporters, on nous demande constamment de faire court et de

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103-

Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en

Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine - site oueb: <www.radiozinzine.org>

simplifier au maximum, au risque de dénaturer les nuances des situations sur le terrain.

Quand on fait du reportage sur ces conflits moins traités, comme je le fais pour le Yémen, on évoque souvent des factions et des groupes inconnus aux noms farfelus et ça, les médias *mainstream* en ont peur. Alors que pour la guerre en Ukraine, il y a grossièrement un «gros méchant», Poutine, et un peuple qui résiste avec courage.

C'est le récit que les médias ont adopté pour attirer le lectorat et l'audience. Ils ont un besoin de manichéisme, même quand il est flagrant comme ici, pour accrocher l'attention. Dans une guerre civile, c'est beaucoup plus compliqué, il y a rarement des «gentils» et des «méchants».

Il y a souvent des revendications identitaires, géographiques, religieuses et linguistiques inconnues, faisant intervenir l'histoire ancienne de ces pays éloignés. C'est moins évident à lire, plus ardu, plus flou.

Quentin Müller

Journaliste reporter spécialiste de la péninsule arabique, travaille plus particulièrement sur le Yémen, Oman et l'Irak, il est entre autres le coauteur du livre *Les Esclaves de l'homme-pétrole. Coupe du monde 2022 au Qatar : la face cachée d'un esclavage contemporain*, publié l'an dernier aux éditions Marchialy. Il collabore avec des médias comme *Le Monde diplomatique*, *Marianne*, *Libération*, *Le Temps*, *La Croix* ou encore *So Foot*.
Piqué sur <https://basta.media>

France, amie des Kurdes, qui l'eût cru?

Il nous parvient de l'échiquier politique français, à gauche, une rumeur persistante: le Président Macron serait "l'ami des Kurdes". Et cette rumeur est si répandue qu'elle serait même reprise en Turquie par certains des intéressés.

En fait, pour celles et ceux qui y donnent crédit, cela ne se laisserait pas voir, mais le Président français et son gouvernement seraient kurdophiles. Mais chuuut! Il ne faudrait pas qu'Erdoğan le sache!

Aussi, "en même temps" on fait recevoir par un Ministre une délégation de la diaspora kurde, au lendemain de l'attentat et des assassinats en plein centre de Paris, et on n'envoie officiellement personne lors de l'hommage aux victimes. "En même temps", le Ministre de l'Intérieur français conclut avant enquête que l'assassin serait un "déséquilibré solitaire" mu par le racisme, et fait donner de la matraque sur les Kurdes présents, dans un élan du "qui aime bien châtie bien". "En même temps", on refuse l'asile politique à des militants avérés et on continue de subventionner des associations "culturelles" turques qui de notoriété publique sont liées au mouvement des loups gris officiellement dissout...

Bref, qu'est-ce donc là

que cette politique qui s'exprimerait à l'inverse de ce qu'elle afficherait en "privé"?

Celles et ceux qui, d'Ankara ou Istanbul, ont tenté d'obtenir un visa de la France, bien qu'invité.e en bonne et due forme comme autrice, auteur, cinéaste, artiste, et se sont entendus dire "non", voire qui sont restés parfois sans même une réponse, savent que l'amour de la France pour les Kurdes s'arrêtent avant la salle d'embarquement. Celles et ceux qui galèrent à Calais ou dans des tentes à Paris, parce que Kurdes de Syrie ayant franchi la Méditerranée au péril de leur vie, connaissent l'amour débridé que les autorités françaises leur portent. Le même amour que pour les Afghans...

Cet amour est si fort que la France a même volontairement laissé ses propres enfants au Rojava et au Kurdistan dans des camps à la charge des autorités kurdes.

On nous objectera que le Président Macron a, à plusieurs reprises, reçu des délégations de représentants du Rojava, et que c'est là une reconnaissance que d'autres dirigeants européens ont toujours refusé. Certains "entremetteurs", en France, insistent sur ce point. Et ...? Les déclarations récurrentes sur le thème "La Turquie a droit à sa sécurité" ou "Nous serons vigilants et appelons à ce que la Turquie use de modération", "Pour la France, le PKK figure sur la liste des organisations terroristes" ont fait chaque fois suite à ces rencontres. Pour Afrin, les yeux s'étaient déjà détournés. Pour les bombardements sur la Syrie Nord, l'utilisation d'armes chimiques, les communiqués du Quai d'Orsay sont restés écrits à l'encre sympathique.

Quid de la levée du secret défense pour faire la lumière sur les assassinats des militantes kurdes à Paris en 2013?

(...)

Combien de militants kurdes ont vu leur compte bancaire gelé, ou sont expulsés de France parce qu'accusés de soi-disant "collecte de fonds illégale"? Un délit de solidarité. Combien d'informateurs/trices françaises contribuent à cette chasse et sont rémunérés par l'Etat français, sous couverture, de Bordeaux à Nice, Paris, en passant par Lyon? Il faut vraiment "aimer les Kurdes", pour en prendre autant soin non?

D'autres exemples abondent. Pour une demande d'asile acceptée, parce que soutenue de façon militante, combien de demandes légitimes se voient refusées et plongent dans la débrouille et la clandestinité celles et ceux qui ne peuvent retourner en Turquie sans y être incarcérés de suite? Est-ce donc par hasard que nombre d'amies kurdes ont gagné la Suisse, l'Italie ou l'Allemagne?

Et même la ritournelle "l'ennemi de mon ennemi est mon ami" ne tient pas deux secondes. Où at-on vu que le Président Macron était, même diplomatiquement, un "ennemi" du régime turc et de son président? Qui donc a contribué à "l'aura diplomatique" d'Erdoğan à propos de la guerre en Ukraine, bien qu'en compétition diplomatique avec lui?

Quelles sont les suites des visites que le Président français effectua en Irak en 2021? Où en sont les promesses financières pour la reconstruction? Le rapatriement et le jugement des ressortissants français qui ont combattu avec Daech? Autant de dossiers en suspens, traités quelque part par des fonctionnaires d'un ministère, classés eux, non urgents.

Qui oserait encore nous dire que l'offensive turque aujourd'hui ajournée pour reprendre des espaces en Syrie Nord le fut grâce à une intervention ou une pression française? Chuuut, secret défense.

Radio Zinzine Info
F - 04300 Simans
Tél. 09 74 53 46 19
e-mail: info@radiozinzine.org
site: www.radiozinzine.org
Publication hebdomadaire
Com. Paritaire N°0224G87780
ISSN: 1248-2951
Directeur de Publication
Jean Duillet
Edité et imprimé par l'
Association Radio Zinzine
Déclaration au Parquet: 9 mai 1994
Abonnement:
22 € pour 6 mois
42 € pour 1 an
abonnement de soutien 50€
Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

La France bénéficie aujourd'hui d'un climat d'extrême droite fort présent. Le racisme a ses chaînes de télévision de radio, sa presse, et même ses relais "républicains". Le rejet de la Turquie se fait non du fait de son régime, mais du fait de son islamisme affiché. Cela est valable de l'extrême droite politique aux laïcards républicains sociaux démocrates. Ainsi, le Président français n'a-t-il aucun besoin politique d'exprimer clairement ses positions à l'égard de la Turquie.

D'autres font paravent sur le sujet, sans que personne ne doive parler du fond.

Mais qui donc, dès la première heure après l'attentat rue d'Enghien à Paris, a bouclé la thèse du "*déséquilibré raciste*" et fermé tout lien possible avec la Turquie? Un ami des Kurdes, sans aucun doute.

Je voudrais terminer cette chronique en revenant sur les "violences" qui ont accompagné les premières réactions à l'attentat.

Ces "violences" ne se sont pas déroulées qu'à Paris. Elles ont surpris les médias pour qui "*la communauté kurde en France est pacifique*". Aussi ces derniers ont-ils mis l'accent sur les "*Kurdes venus d'Europe*". L'extrême droite française parlait sur les réseaux sociaux de "*hordes venues d'Allemagne*". Ce qui a fait de "belles images" de voiture brûlées ou de "forces de l'ordre" paraît-il au "*sang froid développé*" n'a fort heureusement que peu tourné en boucle.

Au delà des polémiques habituelles à gauche sur les "*manifestations qui dégénèrent*", les "*éléments infiltrés*", voir les "*Black Blocs*", et au regard de l'immense tristesse et de la colère qui suivit dans la diaspora kurde, je voudrais justement pointer le fait que des personnes, jeunes, et assurément issues de la communauté kurde, ont laissé éclater leur désarroi, en dehors et parfois contre l'organisation des cortèges. Qui sont donc ces jeunes Kurdes, de deuxième ou troisième génération, qui s'affranchissent de la douleur commune pour chercher des responsables? En quoi sont-ils/elles, en marge des organisations traditionnelles? Pourquoi ces jeunes sont-ils/elles sorties du "politiquement correct" et du "pacifisme"? En quoi leurs implications, dans le soutien au Rojava et à la fois de plein pied dans le borbier politique français, tout comme victimes du racisme et des discriminations ici, comme leurs parents hier en Turquie, influent-ils sur leurs modes d'action? Bref, le mouvement de défiance vis à vis du plan plan de la gauche traditionnelle s'est-il exprimé là, fort maladroitement, mais légitimement?

Et je termine en posant cette question: laisser croire encore longtemps que le Président français, le gouvernement et la classe politique républicaine française sont des amis des Kurdes, alors qu'ils ne comprennent rien au Rojava ne va-t-il pas renforcer la colère? La politique, non politicienne, n'est-elle pas supérieure à la diplomatie de l'autruche?

C'est une chronique, ces propos n'engagent que moi.

Daniel Fleury

<https://kedistan.net>